

Henri Weber

## Où va la macronie ?

Contrairement à ce que nombre de commentateurs disent et peut-être pensent, Emmanuel Macron n'est pas un pur technocrate égaré en politique. En réalité, il fait d'abord de la politique, et magistralement, depuis le début de sa folle entreprise.

Dès 2016, il a compris que l'aspiration au démagisme, relativement limitée dans ses effets tant qu'elle était incarnée par les leaders des partis extrémistes, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, pouvait être dévastatrice si elle était portée par un leader nouveau et rassurant, car issu de la super-élite française et du gouvernement sortant. Il s'est donc lancé témérairement à la conquête de l'Élysée en 2017, sans parti, sans élus ni trésor de guerre, avec pour seul viatique un commando de jeunes hauts fonctionnaires strauss-kahniens et un quarteron de vieux élus socialistes. Une fois l'Élysée conquis, à la consternation générale, grâce, notamment, aux suffrages des électeurs de gauche, il lui fallait obtenir une majorité à l'Assemblée nationale et,

pour cela, élargir son ascendant sur les électeurs de droite. D'où la nomination de ministres juppéistes et sarkozystes, issus de LR, à des postes régaliens, notamment à Matignon et à Bercy, et la mise en avant de réformes libérales, telles que la suppression de l'ISF, l'instauration de la *flat tax* à 30 % sur les revenus du capital, l'« assouplissement du droit du travail », parachevant la loi El Khomery, la réforme de la SNCF... C'est peu dire que cette stratégie a été couronnée de succès. Avec 350 députés à l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron dispose d'une majorité écrasante, de surcroît dépourvue de « frondeurs » et votant au canon.

Pas plus que quiconque, le nouveau Président n'a vu venir le mouvement des Gilets jaunes, en septembre 2018, soutenu par 70 % des Français pendant de longs mois et encore par 45 % d'entre eux en mars 2019 ! Il a pensé, au lendemain de son élection, que la demande principale de l'opinion était une demande d'autorité, d'énergie, d'efficacité, et qu'il devait

---

Henri Weber, ancien sénateur et député socialiste européen, est notamment l'auteur de *Éloge du compromis* (Plon, 2016) et *Jeunesse rebelle* (Robert Laffont, 2018).

---

incarner la réponse à cette aspiration. D'où son exercice « jupitérien » du pouvoir. Il a occulté le fait que 25,4 % des Français se sont abstenus en juin 2017 (4 millions votant blanc ou nul) et que 46,5 % des votants se sont prononcés pour des partis extrémistes, anti-système. Son manque de métier politique – avant la présidentielle, Macron n'avait été candidat à aucune élection – lui a fait commettre de nombreuses fautes et quelques retentissantes bévues d'expression, montées en épingle par ses adversaires et les médias. En octobre 2018, le mouvement des Gilets jaunes a joué le rôle de révélateur de l'intensité du mécontentement des couches moyennes inférieures de la France périphérique et des classes populaires. Dès qu'il en a pris toute la mesure, Emmanuel Macron a mis en œuvre la stratégie de dissociation qui allait lui permettre de maîtriser la révolte et d'assurer peu à peu le retour à l'ordre. Il a donné satisfaction aux revendications économiques et sociales des Gilets jaunes modérés, pour un coût de 17 milliards d'euros ; et a opposé la plus grande fermeté face aux « ultras-jaunes », revendiquant sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale, avec la complicité active et recherchée des black blocs européens. Le nombre de manifestants du samedi est passé de 300 000, en octobre 2018, à 30 000 en moyenne, en février-mars 2019. Le Président y a gagné ses galons de défenseur intransigeant de l'ordre républicain, contre les fauteurs de troubles ultra-violents, menaçant l'État de droit. La bourgeoisie des beaux quartiers a su s'en souvenir à l'occasion de l'élection européenne du 26 mai 2019. Laurent Wauquiez regrettera longtemps d'avoir enfilé un gilet jaune devant les caméras et les smartphones. Simultanément, le président de la République a répondu à l'aspiration des Français à être écoutés et consultés en lançant le « grand débat » sur la modernisation démocratique

de la France, dans lequel il s'est spectaculairement et efficacement impliqué. Ce contre-feu lui a restitué l'initiative politique.

Après avoir précipité la crise d'effondrement de la gauche socialiste, en été 2017, Emmanuel Macron s'est employé à catalyser celle de la droite conservatrice-libérale, selon la méthode éprouvée de la « triangulation » : il lui a ravi une partie de ses thèmes de prédilection, tout en les aménageant afin de les rendre compatibles avec son projet centriste. Il s'est engagé à réduire de 120 000 postes le nombre des fonctionnaires en cinq ans (et non de 500 000 comme l'avait promis Fillon, ou de 300 000, comme l'avait annoncé Juppé !). Il a aboli l'ISF, mais maintenu un impôt sur la fortune immobilière (IFI) et supprimé la taxe d'habitation. Il a « assoupli » le code du travail, mais préservé le pouvoir de négociation des branches professionnelles des syndicats... Dans le domaine sociétal, il a étendu de 45 à 90 jours le délai de rétention des immigrés en situation irrégulière pour faciliter leur expulsion, mais il a réaffirmé son attachement au droit d'asile, dont les bénéficiaires ont augmenté de 22 % en 2018<sup>1</sup>...

Là encore, le résultat a dépassé les espérances : le cœur de l'électorat de LR, celui de la droite bourgeoise de Neuilly-Auteuil-Passy, a été siphonné massivement par LREM et LR a connu la même déroute que celle qu'avait subie le PS en mai-juin 2017. Un million et demi des électeurs de François Fillon ont voté pour la liste macronienne « Renaissance » à l'élection européenne, le 26 mai 2019, compensant le million d'électeurs macroniens de gauche qui sont passés aux écologistes ou sont revenus au

1. Voir Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), « Migrations : France incertaine, Europe éclatée », *Le Débat*, n° 205, mi-août 2018.

Henri Weber  
Où va la macronie ?

ps<sup>2</sup>. Le parti d'Emmanuel Macron, La République en Marche, serait-il devenu, pour autant, le nouveau grand parti de la droite conservatrice et libérale dans notre pays, à la place de LR ? La LREM sera-t-elle désormais prisonnière de sa nouvelle base électorale ? Du projet de François Bayrou, qui était le sien : dépasser le clivage gauche-droite, considéré désormais comme secondaire, et instituer un grand parti modernisateur – « libéral, social, européen » –, regroupant le centre droit, le centre gauche et les écologistes de gouvernement, Emmanuel Macron serait-il passé au projet de Giscard d'Estaing, qui, lui aussi, avait commencé comme un modernisateur avancé, avant de glisser nettement à droite ?

Je crois, au contraire, que le président de la République va s'efforcer de reconquérir les électeurs du centre gauche et les écologistes réalistes que ses efforts de capture de l'électorat de droite et de destruction de LR lui ont aliénés. Il va chercher à reconstituer son aile gauche, tout en conservant son aile droite, afin de bâtir la grande force centriste et progressiste à laquelle il aspire.

### *Triple offensive*

Cette campagne de reconquête a commencé dès le lendemain de l'élection européenne, sur le terrain de la transition écologique, dont les débats avaient montré la centralité, avec le discours de politique générale du Premier ministre, Édouard Philippe, devant le Parlement, s'engageant à « accélérer l'action de la France dans la lutte contre le réchauffement climatique » ; l'offensive du président de la République à Osaka, obtenant l'engagement unanime des dirigeants du G20 à respecter les accords de la COP 21, signés à Paris, moins une voix, celle de Donald Trump, totalement isolé ; la loi sur l'économie circulaire, présentée par Brune Poirson,

contre le gaspillage et le plastique, votée en juillet ; le projet de taxe écologique sur les billets d'avion, etc. Les macronistes vont s'affirmer comme les champions d'une transition écologique réaliste et responsable, par opposition au maximalisme incantatoire de Yannick Jadot et d'EELV. Ils prendront appui sur les Verts allemands, qui s'apprêtent à participer à un gouvernement de coalition avec la CDU.

Cette reconquête se poursuit sur le terrain sociétal, avec la loi élargissant la « procréation médicale assistée » (PMA) aux couples de femmes et aux femmes seules et autorisant les jeunes femmes à congeler leurs ovules. Deux revendications majeures de la gauche et deux pommes de discorde avec la droite, qu'il aura fallu attendre la présidence Macron pour voir exaucées.

Cet effort de reconquête s'exerce aussi sur le terrain social, avec l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, en partie sous l'aiguillon des Gilets jaunes, en partie par les baisses d'impôts, de cotisations et de taxes ciblées<sup>3</sup> ; la (lente) réduction du chômage et de la précarité de l'emploi ; l'instauration d'un « État-providence du XXI<sup>e</sup> siècle » (remboursement intégral de certaines prothèses dentaires, lunettes, appareils auditifs ; meilleure prise en charge de la grande dépendance ; maintien du haut niveau français des transferts sociaux...). Il trouve ses limites dans la politique de réduction de la dépense publique (plus exactement du ralentissement de sa crois-

2. Voir IFOP-Fiducial, sondage du jour du vote : selon cette enquête, 27 % des électeurs de Fillon en 2017 ont voté pour la liste LREM à l'élection européenne, 15 % pour celle du Rassemblement national ; 20 % des électeurs de Macron en 2017 ont voté pour la liste EELV menée par Yannick Jadot.

3. Ce coup de barre social se manifeste par la baisse de l'impôt sur le revenu pour 12 millions de salariés (- 5 milliards), l'exonération de charges et la défiscalisation des heures supplémentaires, la revalorisation de la prime d'activité, la suppression de la CSG pour les petites retraites, la ré-indexation d'une partie des pensions sur l'inflation...

sance!) et de la révision à la baisse de certains acquis sociaux, telle notre indemnisation générale du chômage des salariés et des cadres, que poursuit simultanément le gouvernement. Si Emmanuel Macron va continuer à faire intensément de la politique, au cours de l'acte II de son quinquennat, pour conforter sa recomposition du champ politique en France et en Europe et assurer sa réélection, quelles sont ses chances de succès et ses risques d'échec ?

---

### Trois scenarii

---

Dans la période de grande incertitude dans laquelle nous vivons, la prospective est devenue un art particulièrement difficile. Pour prévoir l'avenir, mieux vaut pratiquer la méthode probabiliste : bâtir un certain nombre de scenarii et leur attribuer à chacun un indice de probabilité.

S'agissant de l'avenir à moyen terme du macronisme, trois scenarii s'offrent à notre sagacité : un rose, un noir, un gris.

#### *La possibilité d'un centre hégémonique*

Le rose, du point de vue des « Marcheurs », est celui de la réussite du projet d'Emmanuel Macron : l'institution d'un « centre progressiste », hégémonique sur la scène politique française, flanqué sur ses deux ailes d'une gauche et d'une droite traditionnelles, affaiblies et fragmentées, et « challengé » par un parti lepéniste, le Rassemblement national, bridé dans ses prétentions à incarner l'alternance par son « plafond de verre » : le refus persistant de 70 % des Français de voir Marine Le Pen accéder à l'Élysée<sup>4</sup>. Le projet d'Emmanuel Macron n'est pas de vampi-

riser l'électorat de la droite traditionnelle pour se substituer à elle et incarner une force conservatrice et libérale conséquente qui réaliserait enfin son programme. Il est de réussir, on l'a dit, le vieux rêve de François Bayrou et, avant lui, de Valéry Giscard d'Estaing : créer un grand parti centriste autonome – libéral, social, européen ; et gouverner la France au centre. Ce parti sera libéral, au sens politique, sociétal et aussi économique du terme, mais libéral « à la française », c'est-à-dire *en même temps*, passablement étatiste et interventionniste. Emmanuel Macron est un énarque-inspecteur des Finances, de culture colbertiste, qui se fait une haute idée de la mission économique de l'État. Henri Proglio, Carlos Ghosn, Jean-Dominique Senard en savent quelque chose<sup>5</sup>. Son « libéralisme économique » consiste en son adhésion à la politique de l'offre et dans la confiance prioritaire qu'il accorde aux entrepreneurs pour moderniser notre économie dans la mondialisation et la révolution numérique. Il ne réside pas dans la croyance dans les capacités autorégulatrices des marchés et dans la conviction qu'il faut généraliser à tous les secteurs d'activité la loi de l'offre et de la demande. En quoi il ne diffère pas substantiellement du social-libéralisme de Tony Blair, de Gerhard Schröder et même du social-démocratie de François Hollande, qui a mis en œuvre, entre autres, le Crédit d'impôt

4. Voir le baromètre annuel de Kandar-Sofres. À la question « Pensez-vous que le Rassemblement national constitue une menace pour la démocratie ? », la réponse positive est en hausse depuis 2013.

5. Henri Proglio a été débarqué de la présidence d'EDF, malgré ses efforts pour s'y maintenir, dès l'arrivée de Macron au pouvoir, et remplacé par Jean-Bernard Lévy. Le même Macron a décidé que les actions de Renault que détenait l'État auraient double droit de vote, au grand scandale de Nissan, et malgré l'opposition de Carlos Ghosn. Jean-Dominique Senard, le nouveau patron de Renault, a été empêché de réaliser la fusion avec Chrysler-Fiat qu'il appelait de ses vœux, etc.

Henri Weber  
Où va la macronie ?

compétitivité et emploi (CICE), le Pacte de responsabilité et les lois El Khomery.

Ce parti se veut également social, mais à la manière des Nordiques : aux Suédois, Macron emprunte sa réforme de la retraite par points et sa fiscalité favorable aux entreprises<sup>6</sup>, aux Danois la « flexisécurité », aux Finlandais l'effort prioritaire d'éducation porté sur les « quartiers » et la petite enfance. À tous « l'activation » du marché du travail par la hausse de la prime d'activité, le développement de la formation professionnelle, initiale et permanente ; et les incitations réglementaires contraignantes à la reprise de l'emploi.

Ce parti s'affirme aussi crânement européen, au sens où l'entendait Jacques Delors lorsqu'il assignait pour but à la construction européenne l'édification progressive d'une « fédération d'États-nations » : un pôle autonome dans le monde multipolaire du XXI<sup>e</sup> siècle ; une unité politique définie par son système de valeurs humaniste et se donnant les moyens de demeurer un acteur majeur de l'Histoire.

Ce projet de recomposition générale du champ politique au profit d'un centre autonome est désormais possible, en raison de la crise d'effondrement conjointe du PS et de LR. Jusqu'à présent, toutes les tentatives similaires ont échoué sous la V<sup>e</sup> République. Les institutions mises en place par le général de Gaulle – l'élection du président de la République au suffrage universel à deux tours et des députés au scrutin majoritaire uninominal à deux tours également – avaient pour effet de laminer le centre (qui a gouverné continûment sous la IV<sup>e</sup> République). Et pérenniser la bipolarisation quadripartite entre la gauche et la droite, elles-mêmes structurées en partis dominants et partis dominés, les seconds étant contraints, par le mode de scrutin, de s'allier aux premiers. La tentative de Valéry Giscard d'Estaing de « gouverner au

centre », appuyé par « deux Français sur trois »<sup>7</sup>, dans les années 1970, s'est brisée sur la montée en puissance de l'Union de la gauche entre le PS et le PCF, sur un « Programme commun de gouvernement » ; et sur la volonté des gaullistes, menés par Jacques Chirac, de reconquérir l'hégémonie au sein de la droite au détriment des giscardiens. La tentative de François Bayrou, dans les années 2000, a échoué de la même façon sur la force persistante du PS et de l'UMP, et du clivage droite/gauche, malgré l'irruption du Front national.

Inversement, la tentative d'Emmanuel Macron peut réussir aujourd'hui, pour deux raisons : la première, déjà citée, est la nécrose avancée des grands partis de gouvernement autrefois dominants. Ceux-ci sont progressivement devenus en France comme ailleurs des institutions professionnalisées, financées par l'État ou/et les fortunes privées, de plus en plus coupées des bases sociales qu'ils étaient censés représenter et encadrer. Leur alternance au pouvoir, et c'est la seconde raison de la « possibilité d'un centre »<sup>8</sup>, a estompé, sans l'annihiler, la radicalité de leurs différences. En partie parce que, une fois élus, leurs dirigeants s'avaient être des acteurs contraints, pris dans un jeu complexe de rapports de force et d'obligations, qui limitait passablement leur aptitude à réaliser leurs engagements. En partie aussi, parce que la distance idéologique et politique entre la droite et la gauche de gouvernement s'est réduite, par rapport à ce qu'elle était au siècle dernier, du fait

6. Il n'y a pas d'ISF dans la Suède sociale-démocrate et l'impôt sur les sociétés y est plafonné à 25 %...

7. Valéry Giscard d'Estaing, *Deux Français sur trois*, Flammarion, 1984.

8. J'emprunte cette expression à connotation littéraire (cf. Michel Houellebecq, *La Possibilité d'une île*) à Françoise Fressoz qui a titré ainsi son éditorial du *Monde* du 4 juin 2019.

de l'effondrement de l'alternative communiste. La gauche réformiste s'est ralliée depuis longtemps à l'économie sociale (et désormais aussi écologique !) de marché. Elle ne prétend plus lui substituer un autre mode de production, fondé sur la propriété collective des entreprises, la conduite de l'économie par le Plan, la direction des établissements par des chefs élus ou nommés par l'État. Nous sommes passés en France, en trente ans, du triangle rouge : « Nationalisation, planification, autogestion », sur lequel François Mitterrand a gagné l'élection présidentielle de 1981, au carré rose : « Économie mixte, démocratie sociale, éco-développement, société du temps libéré », sur lequel François Hollande a gagné celle de 2012. La droite démocrate-chrétienne ou gaulliste, de son côté, ne remet plus réellement en cause l'État-providence. Elle s'efforce de l'alléger et d'en réduire le périmètre, au gré des rapports de force, mais même Margaret Thatcher n'est pas parvenue à démanteler le système britannique de santé et Donald Trump n'a pas réussi à abolir l'Obama Care. Les nouveaux clivages apparus au cours des trente dernières années – accueil des immigrés, défense de l'identité nationale, lutte contre le dérèglement climatique, construction de l'Europe – opposent surtout les partis de gouvernement aux mouvements populistes.

Cette « gentrification » des partis de gouvernement s'est avérée de plus en plus insupportable aux yeux des citoyens. D'autant que les résultats n'étaient pas au rendez-vous, entre autres du fait de la mondialisation ; que la multiplication des chaînes d'information continue et la généralisation des réseaux sociaux permettaient de donner un retentissement exceptionnel aux « affaires », scandales (réels ou imaginaires) et autres conflits intérieurs qui émaillent la vie ordinaire des partis. Tout cela a nourri peu à peu

un rejet profond des partis de gouvernement et de la classe politique, régulièrement mesuré par les enquêtes d'opinion, le niveau de l'abstention, les performances électorales des « partis anti-système », le FN dénonçant l'« UMPS » et l'« Établissement » ; la FI stigmatisant « la Caste » et reprenant le cri de guerre d'Hugo Chavez : « *Que se vayan todos !* » (Qu'ils s'en aillent tous !).

La réalisation de ce scénario rose suppose tout un ensemble de conditions dont la combinaison, toujours possible, est peu probable. Elle présume qu'aucun choc négatif de grande envergure ne se produise au cours des trois prochaines années : que la guerre commerciale entre Trump et Xi ne dégénère pas en un affrontement incontrôlé ; qu'une nouvelle crise économique et financière mondiale, de l'ampleur de celle de 2008, ne survienne pas, malgré le bond de l'endettement mondial – plus 50 % en dix ans ! –, la persistance de la « titrisation » et l'hypertrophie d'un *shadow banking*, une finance fantôme, incontrôlée ; que l'économie italienne ne sombre pas sous l'effet du *malgoverno* des populistes des deux rives, ligüés au pouvoir à Rome ; que le bras de fer engagé entre les États-Unis et l'Iran ne débouche pas sur un nouvel embrasement au Moyen-Orient... Bref, qu'Emmanuel le Chanceux continue d'être en veine, comme à ses débuts en politique.

La réalisation de ce scénario favorable au président de la République suppose aussi que le pouvoir soit capable de promouvoir les réformes de structures impopulaires qu'il a mises à son agenda – réformes des retraites, de l'assurance chômage, de la fonction publique, des institutions... –, sans déclencher de grands mouvements sociaux, dont il se sortirait moins bien que de celui des Gilets jaunes. Elle suppose enfin que le chef de l'État apprenne à « cheffer » autrement, de façon moins impérieuse, plus empathique,

Henri Weber  
Où va la macronie ?

plus respectueuse du point de vue et des aspirations de ses partenaires. Elle suppose, enfin, que la crise de décomposition de la gauche et de la droite traditionnelles se poursuive, sans que s'amorce encore le cycle de leur recomposition.

Cela fait beaucoup de pré-conditions, mais cela ne rend pas le projet macronien hors de portée.

*Scenario noir :  
l'effondrement*

Le second scenario, le scenario noir du point de vue des « Marcheurs », a failli s'engager en novembre-décembre 2018, lorsque le gouvernement et le président de la République semblaient incapables de juguler les mises à sac hebdomadaires des centres-villes par les black blocs et les ultra-jaunes, bénéficiant du soutien ou de la sympathie d'une majorité des Français. C'est le scenario du dévissage et de l'effondrement du pouvoir macronien, sur lequel comptent les opposants les plus radicaux du président de la République : une accumulation de fautes et d'échecs déboucherait sur une crise sociale et politique majeure qui contraindrait le pouvoir à démissionner et à convoquer des élections anticipées, législatives ou présidentielles. Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, chacun à sa manière, ont travaillé activement à la réalisation de ce scénario-catastrophe, pendant la crise des Gilets jaunes, sans parvenir à leurs fins. Mais cette partition peut être rejouée en raison du degré d'impopularité du pouvoir, de l'étroitesse de sa base sociale et de la nature des réformes qu'il s'est engagé à mettre en œuvre au cours de l'« acte II » de son quinquennat.

L'indice de probabilité de ce scenario noir ne me paraît pas le plus élevé non plus, en raison de l'absence d'alternatives crédibles au pouvoir.

Les Français ne sont pas demandeurs d'aventures, et Emmanuel Macron a montré qu'il savait faire face aux mouvements émeutiers. Dans les conditions présentes, et sauf fautes lourdes du gouvernement, ceux-ci suscitent rapidement plus d'aspiration au retour à l'ordre, même au prix de violences policières choquantes, que d'engouement pour l'insurrection. Quant aux syndicats et aux partis de gauche, on ne les voit pas, dans l'état où ils se trouvent, organiser une grève générale politique pour contraindre le pouvoir à retourner prématurément devant les électeurs.

*Scenario gris : la recomposition  
générale du champ politique*

Le scenario gris est celui de la fragmentation et de la recomposition générales du champ politique : après la désagrégation du PS, puis celle de LR, surviendrait celle de La République en Marche elle-même. Quoi qu'en disent ses dirigeants, ce proto-parti comporte une aile gauche et une aile droite que son chef charismatique parvient jusqu'à présent à faire tenir ensemble. Mais si l'usure du pouvoir se révèle forte, à l'épreuve d'une suite de réformes impopulaires, de chocs exogènes éprouvants et de l'incapacité de son principal détenteur à changer son style de gouvernement, les leaders de ces pôles chercheront à trouver une alternative à « Jupiter », voire à incarner eux-mêmes ce rôle gratifiant. L'alternative qu'envisageront Édouard Philippe et ses amis ex-juppéistes et ex-sarkozystes ne sera pas la même que celle qu'imagineront Jean-Yves Le Drian et les responsables venus du PS ou de la société civile. Une recomposition générale sera alors probable : une partie de LR répondra aux sirènes du Rassemblement national et s'agrègera, d'une façon ou d'une autre, au parti

de Marine Le Pen. La fraction de LR opposée à toute forme d'alliance avec le Rassemblement national, incarnée par Xavier Bertrand, Valérie Pécresse et bien d'autres, recherchera l'unité avec la droite de LREM, conduite par Édouard Philippe, et peut-être même leur fusion dans un nouveau parti. La gauche de LREM pourra se réinvestir, de son côté, dans la refondation d'un centre gauche réformiste, avec les forces issues de la social-démocratie et des écologistes de gouvernement. Cette recomposition sera ordonnée par l'échéance présidentielle de 2022. Chaque fragment devra se ranger derrière un champion crédible dans la reine de toutes les batailles. Si ce n'est plus Macron, trop impopulaire, sera-ce Édouard Philippe, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ? Ou alors, à gauche, Bernard Cazeneuve, Yannick Jadot, Anne Hidalgo, si celle-ci parvient à conserver Paris ? Ou encore un ou une outsider surprise, surgi d'où on ne l'attendait pas, comme Emmanuel Macron lui-même en 2017 ? Les résultats des élections municipales et régionales de 2020 aideront à répondre à ces questions, de même que le nouveau type de scrutin issu de la réforme des institutions : l'instauration d'une (forte) dose de proportionnelle, aux élections législatives, émanciperait les centres droit et gauche de l'emprise des radicaux de leurs camps et faciliterait leur autonomisation<sup>9</sup>.

Ces trois scénarii sont en réalité cinq, si l'on compte les intermédiaires. C'est une version du troisième qui a sans doute le plus de chance ou de risque de se réaliser. Pour que cette version soit la meilleure, il importe de travailler à la refondation de la gauche du XXI<sup>e</sup> siècle. Celle-ci sera écologiste et sociale ; laïque et féministe. Elle regroupera ses fragments épars : écologistes de gouvernement, socialistes de diverses obédiences, postcommunistes, mais aussi sociaux-libéraux investis aujourd'hui dans LREM,

prenant acte de l'échec du projet néo-centriste d'Emmanuel Macron.

---

### De quoi le macronisme est-il le nom ?

---

Les impératifs du combat politique ont fait triompher des définitions polémiques du macronisme, qui produisent plus de chaleur que de lumière. Selon les partis de gauche, il s'agit d'un libéralisme conservateur, au service des intérêts du grand capital ; le meilleur parti de droite que les classes possédantes de ce pays pouvaient espérer. Selon les partis de droite, il s'agit au contraire d'un avatar, voire d'un avorton, de la social-démocratie, virtuose du double langage : libéral en parole, opportuniste et laxiste dans l'action.

Deux années après l'accession d'Emmanuel Macron au pouvoir, peut-être est-il temps de s'interroger, autant que possible sans parti pris idéologique, sur ce qu'est réellement ce sujet politique non identifié.

Un parti politique se définit par son idéologie, son programme, sa base sociale, son électorat, sa filiation historique, son mode d'organisation... Comment caractériser, selon ces critères classiques, le macronisme, qui cherche à s'institutionnaliser en parti ?

Sur le plan idéologique, il se définit lui-même comme un progressisme. Deux de ses jeunes membres fondateurs, David Amiel et Ismaël Emelien, ouvriers de la première heure, se sont efforcés de donner un contenu autorisé à ce mot-valise. Le progressisme macronien, selon eux, se

9. Gérard Grunberg, « Pour l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel », *Telos*, 12 avril 2019 (consultable en ligne).

définit comme un idéal de « maximisation des possibles des individus, les présents et les futurs », sans distinction d'origine, de genre, d'apparence. Ce progressisme n'est pas un individualisme égoïste : « la maximisation des possibles », selon ces intellectuels organiques de la macronie, exige la mobilisation collective des citoyens et ne peut être garantie que par de solides institutions démocratiques<sup>10</sup>. Elle ne doit pas être octroyée d'en haut, mais impulsée d'en bas – *bottom up* plutôt que *top down*, pour parler comme les *start-uppers* de la *smart nation*. Ce qui, au vu des deux années d'exercice « jupitérien » du pouvoir que nous venons de vivre, ne manque pas de sel. Ce progressisme a ses ennemis : les populistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, RN et LFI, dont le premier a aujourd'hui le vent en poupe. Il se reconnaît aussi deux adversaires : les conservateurs-libéraux de stricte obédience, la « droite Trocadéro », comme dit Édouard Philippe, dominante aujourd'hui à LR, celle de Fillon, Wauquiez, Jacob..., et la « vieille gauche » statorn et dépensophile, qui ne se résout pas à comprendre que les politiques qui ont fait merveille dans un capitalisme national et industriel ne sont plus pertinentes face à un capitalisme mondialisé, numérisé et dominé par la finance. L'adaptation progressiste de notre économie et de notre société à ce nouveau capitalisme n'est pas un choix, mais un impératif, écrivent nos deux auteurs. Elle se distingue des adaptations nationalistes et libérales, car il y a toujours plusieurs adaptations possibles.

Ainsi précisé, le progressisme à la sauce Macron fait écho aux thèses d'Amartya Sen sur l'augmentation des « capacités » ou à celles d'Anthony Giddens sur l'équipement prioritaire des individus afin qu'ils puissent faire face aux mutations du monde.

L'intention est bonne, quoique déjà ancienne,

et l'on est tenté de dire « chiche » ! La question, comme toujours, est dans le « comment ? ». Pour « maximiser les possibles des individus », il faut reconquérir une société de plein-emploi, et de bons emplois, qualifiés, bien rémunérés, assortis de droits sociaux étendus ; réussir notre transition à une économie de l'innovation et de l'excellence, socialement inclusive et respectueuse de l'environnement. Il faut améliorer substantiellement le système d'éducation, initiale et permanente ; augmenter le temps libre, celui que l'on consacre aux activités de son choix ; renforcer la démocratie sociale au sein des entreprises et la démocratie participative dans les territoires ; il faut moderniser et développer l'État-providence, étendre sa protection aux nouveaux risques sociaux et, en premier lieu, à ceux qu'engendrent le vieillissement ou l'analphabétisme numérique ; faciliter l'accès aux œuvres et aux pratiques culturelles...

L'idéal humaniste d'une « société où le plein développement de chacun serait la condition du plein épanouissement de tous », que déjà Karl Marx appelait de ses vœux, exige tout un ensemble de conditions économiques, sociales, culturelles, politiques, que David Amiel et Ismaël Emelien se contentent d'effleurer. C'est sur cette stratégie de défense et d'expansion du progressisme, dans les conditions difficiles de notre XXI<sup>e</sup> siècle commençant, que l'on aurait aimé davantage les entendre. Mais sans doute ce sera l'objet de leur prochain essai. En attendant, on peut se reporter aux livres, articles, discours, d'Emmanuel Macron lui-même<sup>11</sup>.

10. David Amiel et Ismaël Emelien, *Le progrès ne tombe pas du ciel*, Fayard, 2019, pp. 113-114.

11. Emmanuel Macron, *Révolution*, XO, 2016 ; voir aussi les discours sur le site d'En Marche !

*Libéral, social, européen*

Si l'on s'abstrait de tout esprit polémique, pour ne considérer que les faits, force est de constater que, par sa culture, sa formation et son parcours politique, Emmanuel Macron est un homme de gauche. Il se réclame du rationalisme et de l'humanisme universaliste des Lumières ; il est convaincu que le monde peut être connu par la Raison et amélioré par l'action consciente et organisée des hommes et des femmes. Il est anti-raciste, antixénophobe, anticolonialiste aussi, jusqu'à qualifier certains épisodes de la guerre d'Algérie de « crimes contre l'humanité ». Anticonformiste, jusqu'à épouser envers et contre tous sa professeure de français et de théâtre, mère de trois enfants. Il est habité par un optimisme historique qui récuse le misérabilisme, le déclinisme, le pessimisme foncier, qui caractérisent aujourd'hui tant d'acteurs politiques, sociaux et médiatiques dans notre pays, en proie à une dépression collective prolongée.

Dans le champ politique français, il s'oppose au nationalisme de repli, xénophobe, populiste, autoritaire, réactionnaire, de l'extrême-droite et de la droite extrême ; à l'archéo-libéralisme économique et au social-sadisme de la droite néo-thatchérienne de LR ; au catastrophisme et à l'irénisme de l'extrême-gauche, qui prospère sur l'opposition peuple-élite et la mobilisation des « passions tristes » – ressentiment, colère, haine. Il s'oppose également au conservatisme de la gauche réformiste traditionnelle, crispée, selon lui, sur des propositions politiques qui ont fait merveille avant la globalisation de l'économie et la révolution numérique, mais qui sont inopérantes dans nos sociétés de l'innovation, soumises aux risques et aux chances de l'ouverture sur le monde. Emmanuel Macron, on l'a dit, entend dépasser le clivage gauche-droite, selon

lui désormais secondaire, et instituer un grand parti modernisateur du centre, « libéral, social et européen ».

L'analyse sous-jacente de cette orientation, c'est que parmi les multiples causes du chômage de masse français, comme de notre faible taux de croissance, l'excès de réglementation, la rigidité du marché du travail, la fiscalité du capital jouent un grand rôle. Macron ne méconnaît pas les autres causes de cette peu glorieuse exception française qu'est la persistance, sur trois décennies, d'un chômage structurel élevé (déjà 10 % en 1993 et 10 % encore en 2016) : parmi celles-ci, il pointe la médiocre spécialisation de nombre de nos entreprises dans le milieu de gamme de leur marché, qui les rend vulnérables à la compétitivité par les prix ; l'insuffisance de notre effort de recherche et développement ; les carences de notre système scolaire et de formation professionnelle des adultes ; la fragmentation et la politisation de nos partenaires sociaux ; la persistance dans notre pays d'une culture de l'affrontement, quand prévaut chez nos principaux concurrents une culture du compromis et de la coopération...

Mais la mauvaise organisation du marché du travail et la fiscalité anti-business figurent, selon lui, en bonne place dans cette chaîne de causalité. C'est là un désaccord profond avec la majorité de la gauche et des socialistes, qui pensent, au contraire, que le marché du travail a déjà été suffisamment « assoupli » dans notre pays.

Libéral-colbertiste sur le plan économique, le macronisme se veut néanmoins social. Plus que des modèles anglo-saxons, il s'inspire sur ce terrain, on l'a dit, des modèles sociaux-démocrates nordiques, qu'il entend acclimater aux conditions françaises. À la Suède il emprunte la retraite par points, au Danemark la « flexi-sécurité », à l'ensemble des pays scandinaves le

financement des prestations sociales par le budget de l'État, et non plus par les cotisations des salariés et des employeurs. Il s'inspire également de leurs systèmes de formation permanente et de réinsertion des chômeurs dans l'emploi.

Au niveau sociétal, Macron est un libéral-libertaire, il ne faut pas chercher ailleurs l'engouement qu'il suscite chez Daniel Cohn-Bendit et les bobos des centres-villes. Le nouveau Président salue le rôle émancipateur de mai 1968 dans la démocratisation de la société française et la libération des mœurs. Il a envisagé de commémorer officiellement le cinquantenaire des « Événements » en mai 2018, avant d'en être dissuadé par ses amis anciens combattants de la rue Gay-Lussac. Il s'emploie à défendre et à approfondir le libéralisme culturel contre les assauts de la réaction rigoriste et obscurantiste de Sens commun comme des fondamentalistes musulmans : droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, droit à l'avortement, extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules, droit des LGBT, droits à la sexualité de son choix entre adultes consentants, droit de mourir dans la dignité...

Ce social-libéralisme est enfin résolument européen. Il prend de front l'euroscpticisme, l'euro pessimisme, l'europhobie ambiantes en proposant de relancer et de réorienter l'Union européenne par une stratégie de construction différenciée – ceux qui veulent aller plus vite et plus loin doivent pouvoir le faire – et de compromis dynamiques, plutôt que d'affrontement, avec nos partenaires.

---

### Un « parti entreprise »

---

La base sociale d'En Marche ! est la petite et moyenne bourgeoisie diplômée des grandes agglomérations : les gagnants – pour l'instant ! – de la mondialisation et de la révolution numérique, ceux qui disposent des moyens de bénéficier de ses opportunités. Base trop étroite pour constituer à elle seule un « bloc social hégémonique », comme dirait Gramsci, capable d'entraîner la société tout entière. L'élargissement de cette base à la bourgeoisie possédante des beaux quartiers, qui avait massivement voté Fillon en 2017 et s'est reportée sur Macron en mai 2019, est fragile et réversible. On verra ce qu'il en reste aux élections municipales et régionales de 2020. Malgré la gravité de sa crise, LR dispose d'un personnel politique abondant, compétent et implanté, dont il ne faut pas sous-estimer les capacités de récupération. Dans un pays où les ouvriers et les employés forment 60 % de la population, la reconquête d'une partie de l'électorat populaire est une condition de l'hégémonie et de la pérennité politiques.

Le parti qu'Emmanuel Macron a construit relève de la forme aujourd'hui fort en vogue du « parti entreprise » : un entrepreneur en politique crée de toutes pièces un parti comme il le ferait d'une entreprise de services, sur le marché électoral, et la dirige en patron de droit divin, désignant ses responsables et ses candidats aux divers mandats. L'archétype de ce « parti personnel » a été Forza Italia de Berlusconi, mais ce précurseur a fait école. Cette forme d'organisation politique peut s'avérer très efficace pour la conquête du pouvoir, mais elle l'est beaucoup moins pour son exercice et sa conservation. Emmanuel Macron comme Jean-Luc Mélenchon

en sont conscients, qui cherchent à institutionnaliser leur mouvement. Mais ni l'un ni l'autre n'entend renoncer à la maîtrise absolue qu'il exerce sur sa création.

Les conditions pour l'institution d'un grand parti centriste, semblable au Parti démocrate américain, existent aujourd'hui en France. La gauche est profondément divisée, elle aura probablement au moins trois candidats en lice au premier tour de l'élection présidentielle et, dans ce cas, ne figurera probablement pas au second. La droite connaît les « répliques » qui suivent tout grand tremblement de terre électoral : démoralisation, démobilisation, fragmentation, sauve-qui-peut des élus en quête de ré-élection. La consolidation du Rassemblement national fait de l'extrême-droite nationaliste la principale force d'opposition et d'alternance au pouvoir macronien. L'antimacronisme virulent et primaire professé par l'extrême-gauche évoque la tristement célèbre « troisième période » de l'Internationale communiste (1928-1933), quand Staline qualifiait les partis socialistes de « frères jumeaux du fascisme », avec lesquels il était inconcevable de s'unir et même de se désister au second tour des élections. Comme alors, cette outrance rend

incertain le report de l'électorat de la gauche radicale sur Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, pour faire barrage à Le Pen. Le « plafond de verre » existe toujours, mais il peut céder en raison de la démobilisation des électeurs de la gauche Insoumise et même d'une partie des électeurs socialistes. Après tout, un tel « accident électoral » s'est produit en 2002, au détriment de Lionel Jospin et au profit de Jean-Marie Le Pen. Au PS comme à LR, chacun souligne combien cette situation est périlleuse. La démocratie libérale, c'est, tôt ou tard, l'alternance, rappellent les dirigeants de ces partis, autrefois dominants et aujourd'hui naufragés. Il importe que la fonction d'alternance soit assumée par des partis responsables, dotés d'un « surmoi politique » relatif, et non par des partis extrémistes, capables de dire et de faire n'importe quoi. Saine et légitime préoccupation. Il serait en effet hautement souhaitable que la gauche et la droite de gouvernement se refondent et proposent aux citoyens leurs nouvelles offres politiques. On nous assure qu'ils y travaillent. N'hésitons pas à leur donner un coup de main !

*Henri Weber.*